

L'Indonésie, une économie « décevante »

Ifri-OCP Policy Center Roundtables – SESSION II

Auteur

Françoise NICOLAS

Directeur

Centre Asie, Ifri

Messages clefs

- L'Indonésie appartient incontestablement à la catégorie des économies émergentes mais sa trajectoire d'émergence a été chaotique.
- Dans l'histoire de l'Indonésie, il y a clairement un avant et un après la crise financière de 1997-1998, mais les changements sont plus importants et positifs dans la sphère politique qu'économique.
- Le principal défi de l'équipe au pouvoir est de redonner au pays une assise économique solide en réduisant sa dépendance à l'égard du secteur primaire.
- En dépit de son poids économique et démographique, l'Indonésie se refuse pour l'instant à assumer pleinement le rôle de leader régional.

Introduction

Aux côtés de la Malaisie et de la Thaïlande, l'Indonésie fait partie des économies dites du « miracle asiatique » et appartient à la deuxième génération des nouvelles économies industrialisées.¹ 16^{ème} puissance économique mondiale en termes de PIB en 2014, elle devrait parvenir, selon Mc Kinsey, à se hisser à la 7^{ème} place à l'horizon 2030 en raison du dynamisme de sa croissance mais aussi de son poids démographique.

L'Indonésie a néanmoins connu une trajectoire économique heurtée, marquée par une succession de chocs et de crises et sa situation actuelle demeure incertaine.

La crise financière asiatique de 1997-98 constitue un moment clé pour l'Indonésie.

Du miracle à la crise : forces et faiblesses du modèle économique indonésien

Le décollage économique de l'Indonésie remonte aux années 1980. Sa réussite économique a notamment tenu à la capacité des gouvernants de l'époque à exploiter la manne pétrolière de manière à diversifier l'économie et permettre le développement du secteur manufacturier (notamment textile-habillement). Cette aptitude à éviter la malédiction des ressources naturelles et la « maladie hollandaise » (qui se traduit par la combinaison d'une appréciation réelle de la monnaie et d'une déformation de la structure productive aux dépens des secteurs extérieurs à celui des ressources naturelles) est particulièrement remarquable.

Au cours de cette période, la pauvreté et les inégalités reculent et le taux de croissance annuel se maintient de manière systématique autour de 7%.

L'Indonésie n'échappera cependant pas à la crise financière qui a secoué nombre des économies du miracle asiatique en 1997-1998. Les ressorts de la crise sont à trouver dans l'ouverture (trop rapide et sans préparation préalable) de l'économie à la mondialisation financière, ainsi que dans les excès financiers associés à une économie

¹ Les NEI de la première génération comprenaient la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan.

de copinage (crony capitalism).

La crise a frappé l'Indonésie plus durement que les économies voisines : le PIB se contracte de plus de 15 %, le chômage et la pauvreté explosent et les inégalités se creusent à nouveau. En outre, la crise financière, puis économique, se mue par la suite en crise socio-politique, conduisant à l'éviction du général Suharto. L'économie indonésienne en sortira durablement affaiblie.

L'après-crise : réforme politique, incertitudes économiques

Frappée de plein fouet par la crise asiatique de 1997-1998, l'Indonésie mettra beaucoup plus de temps que les économies voisines à retrouver un rythme de croissance soutenu, ce qui n'interviendra qu'au début des années 2000. Le désordre politique provoqué par la crise explique en grande partie cet état de fait. Ce retour de la croissance s'est néanmoins accompagné d'un taux d'investissement nettement inférieur à celui que le pays avait connu avant la crise.

Toutefois la crise se révélera salutaire sur le plan politique puisque l'Indonésie en sortira finalement renforcée avec la mise en place d'un système démocratique qui fonctionne désormais très bien.

Sur le plan économique, le retour à la croissance est plutôt le fait de facteurs extérieurs que le fruit d'un véritable effort de réforme interne. Il est largement imputable au rôle d'entraînement joué par l'économie chinoise. Mais contrairement à ses voisins, l'Indonésie est nettement moins intégrée dans les réseaux régionaux de production manufacturière (le fameux « circuit intégré asiatique ») que ses voisins thaïlandais et malais, mais aussi philippin et vietnamien. L'Indonésie est liée à la Chine par le biais du secteur primaire, elle est en effet devenue un fournisseur de matières premières (charbon et minerais divers) de premier plan pour la Chine. En revanche, le poids du secteur pétrolier diminue et l'Indonésie quitte l'OPEP en 2008.

Cette insertion singulière de l'Indonésie dans les circuits commerciaux internationaux est porteuse de vulnérabilité. Le problème est une tendance à la re-primarisation de l'économie (montée en puissance du secteur primaire au détriment du secteur secondaire).

L'une des forces de l'économie indonésienne en revanche tient à la taille et au dynamisme de son marché intérieur. C'est probablement ce qui explique sa résistance à la récente crise financière globale de 2008-2009.

Les défis de l'administration Jokowi

Si la situation politique de l'Indonésie s'est nettement améliorée depuis une dizaine d'années, il n'en est pas de même sur le plan économique. Les principaux défis à relever par l'équipe du Président Jokowi tiennent à la faiblesse persistante des infrastructures, mais aussi au poids toujours important de certaines grandes familles dans l'économie du pays et aux collusions qui peuvent en résulter entre le milieu politique et celui des affaires. Les problèmes de corruption demeurent une constante, au même titre que certaines pratiques héritées de la période de capitalisme de copinage auxquelles aucune réforme n'est parvenue à mettre un terme.

Le Président Jokowi a clairement été élu avec la mission de remédier à ces faiblesses et il est incontestablement conscient de la nécessité de mettre en œuvre des réformes énergiques. Il n'est toutefois pas certain qu'il ait les moyens de ses ambitions : il ne dispose en effet pas d'une majorité à la chambre et il est aussi contesté dans son propre camp (notamment par l'ancienne Présidente Megawati Sukarnoputri).

Certaines mesures vont cependant dans le bon sens, comme la suppression des subventions sur les carburants, ou encore le lancement d'un vaste programme de développement des infrastructures. D'autres signes sont par contre nettement moins positifs : ainsi l'absence de remise en cause des mesures hostiles à certaines catégories d'investisseurs étrangers. Au final l'incertitude demeure sur les orientations des politiques économiques.

Cela étant, les atouts sont nombreux, qui confèrent à l'économie indonésienne, une capacité de rebond et d'adaptation remarquable. La qualité des technocrates n'y est pas étrangère.

Conclusion

En conclusion, pour reprendre les termes d'un ancien ministre de l'économie indonésien, Chatib Basri, l'Indonésie est une économie décevante, mais elle déçoit tout autant ses partisans, car elle ne fait jamais aussi bien que ce qu'ils espèreraient, que ses détracteurs, car elle ne fait jamais aussi mal que ce qu'ils craignent.

Enfin, l'Indonésie déçoit aussi dans la mesure où elle ne semble pas prête à assumer au niveau régional le rôle de leader que sa taille impliquerait.